



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE (ex- SEDE Environnement)

11 route Nationale
62147 Graincourt-Lès-Havrincourt

Références : 2025-E30132
Code AIOT : 0005106416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE (ex- SEDE Environnement) implanté LIEUDIT DERRIERE LES CARREAUX 80120 Regnière-Écluse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE (ex- SEDE Environnement)
- LIEUDIT DERRIERE LES CARREAUX 80120 Regnière-Écluse
- Code AIOT : 0005106416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE (ex SEDE Environnement) exploite une installation de

compostage de déchets non dangereux et non inertes sur le territoire de la commune de Régnière-Ecluse. Elle est notamment autorisée à exercer ses activités selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Odeur
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point a été fait avec l'exploitant concernant les porters à connaissances déposés.

Ceux d'actualité sont :

- le changement de dénomination sociale (2024)
- la réception d'engrais soufré (2024)
- l'extension du plan d'épandage (2018).

Concernant celui relatif à une extension du site, l'exploitant a indiqué qu'il avait été mis en stand by ; des réflexions sont en cours (utilisation de biodéchets...). Ainsi, l'inspection informe l'exploitant que si ce projet venait à être à nouveau d'actualité, il devra déposer un nouveau dossier.

L'exploitant a indiqué que la réception d'engrais soufré avait été réalisé sur le site et qu'elle était terminée. Il a indiqué que la demande avait été transmise au SDIS et à l'Inspection et que n'ayant pas eu de retour, il a considéré que l'activité ne poserait pas de problème. Il a ajouté s'être appuyé sur des retours de services dans d'autres régions et des mesures de sécurité ont été mises en place. L'Inspection rappelle à l'exploitant que le silence de l'administration ne vaut pas autorisation et invite l'exploitant à se manifester lorsqu'une demande est urgente et nécessite un traitement dans les plus brefs délais. Le PAC est maintenu au cas où l'exploitant renouvellerait l'opération.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Processus de compostage	AP Complémentaire du 29/10/2019, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Sans objet
3	Auto-	AP Complémentaire du 17/10/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance des émissions olfactives	article 3	
4	Formation du personnel	AP Complémentaire du 17/10/2019, article 3	Sans objet
5	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 5.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, une non-conformité a été relevée au point de contrôle n°2. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments justificatifs pour la lever, dans le délais énoncés dans ce point de contrôle. Il est également demandé à l'exploitant d'apporter des éléments à l'observation du point de contrôle n°5.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée si l'installation ne reçoit qu'une seule catégorie de déchets d'un seul producteur, si elle traite moins de 5000 t / an de déchets ou dans le cas où les seuls déchets compostés sont des déjections animales avec éventuellement des déchets verts.</p> <p>Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ; - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ; - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées. <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.</p> <p>Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe.</p>

Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural.

(...)

Constats :

Le registre de 2025 a été présenté : il présente les éléments et/ou les références permettant d'y accéder, demandés dans la prescription.

Concernant la référence de l'information préalable, c'est celle du certificat d'acceptation préalable (CAP), les résultats d'analyse sont présents et accessibles via le logiciel "My Suivra" et pour les quantités, le numéro de pesée fait le lien avec le logiciel de pesée AGAP.

Le registre ne fait pas état de refus. Il a été demandé à l'exploitant s'il lui était déjà arrivé d'avoir un refus sur le site. L'exploitant a indiqué qu'il avait eu un retour d'analyse d'un andain non conforme pour épandage et qu'il l'avait fait évacuer chez l'établissement BAUDELET(59). L'extrait du registre des déchets sortant relatif à l'expédition du compost déclassé a été transmis : il fait apparaître l'expédition de 5 lots pour un total de 133,88 tonnes.

Concernant la conservation des registres, l'exploitant a indiqué détenir les archives dans des logiciels internes, qui sont la propriété de l'exploitant.

A titre d'exemple, il a été demandé à l'exploitant de présenter une extraction de janvier 2015.

L'exploitant a également présenté le registre des analyses de 2015, accessibles sur My Suivra.

Le registre d'entrée des boues de janvier 2015 a été transmis par courriel du 14/05/2025.

Pour le contrôle des entrants, l'exploitant a précisé que le contenu du camion est contrôlé au dépôt. En cas d'anomalie, le camion est rappelé pour récupérer ses déchets. De même, en cas de non-respect du cahier des charges relatif aux boues et aux déchets verts.

Les extraits des cahiers des charges relatifs aux critères d'acceptation des MIATEs (Matières d'Intérêt Agronomique issues du Traitement des Eaux) et de co-produits ont été transmis par courriel du 14/05/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Processus de compostage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/10/2019, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Processus

Prescription contrôlée :

Dès la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu, pour chaque lot traité sur son site, de réaliser les opérations suivantes :

	Première phase de fermentation	Deuxième phase de fermentation	Criblage	Maturation

Localisation	En extérieur	Sous le bâtiment de fermentation de 2 160 m ²	-	En extérieur
N o m b r e d ' a n d a i n m a x i m u m	14 andains distincts*	12 andains distincts*	-	4 andains distincts*
Durée maximale de stockage	3 semaines	3 semaines	-	6 semaines (...)
Type d'aération	1 retournement par semaine	Aération forcée	-	-
Contrôle à effectuer	**	-	-	

* La distinction de chaque andain doit notamment permettre de limiter la propagation d'un éventuel incendie, de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours en cas de besoin et de permettre une distinction de chaque ligne de fabrication des composts répondant à des normes distinctes.

** Durant le processus de fermentation, l'exploitant est tenu de mettre en place un contrôle de la température respectant les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 précité.

Constats :

L'exploitant a indiqué que pour la gestion de la plateforme, il utilise un logiciel "GESTCOMP" pour le suivi, et en particulier le « planning des opérations » qui permet de visualiser les opérations en cours, à venir et de dresser un prévisionnel des étapes du process pour chaque andain (retournements extérieur et intérieur, criblage..).

L'exploitant a précisé qu'il était tenu, au delà de l'aspect réglementaire, de respecter les durées maximales de fermentation et de maturation car le site fonctionne en flux tendu et il est nécessaire de libérer la place pour le suivant. Il a ajouté que le temps de fermentation en extérieur est de 3 semaines maximum et sous le bâtiment, généralement de 2 semaines. Le temps de maturation est quant à lui également conditionné au temps alloué à l'analyse (4 semaines). L'exploitant a souligné que le temps de maturation maximal qu'il appliquait, était de 5 semaines.

L'extraction transmise par l'exploitant concernant l'andain A008/25 montre qu'il a respecté la

durée maximale de chaque étape du process.

Lors de la visite sur site, des travaux relatifs au renouvellement du matériel pour l'aération forcée était en cours au niveau du bâtiment de fermentation. Les 12 emplacements sous bâtiment ont été vus : tous contenaient un andain, excepté celui en travaux. L'exploitant disposait de 14 andains en fermentation à l'extérieur et 3 en maturation (1 mature près pour l'expédition, 1 constitué en cours d'analyse et un autre en cours de constitution).

Par courriel du 14/05/2025, l'exploitant a transmis :

- un extrait du suivi de température de l'andain A008/25 ;
- une photo pour justifier du déplacement de l'andain de pré-mélange qui était accolé à l'andain en fermentation, au niveau de la zone de réception ;
- le permis feu de l'entreprise EUROVIA qui réalisait les travaux et qui a tronçonné du béton sur le site. Le document indique qu'une ronde a été réalisée par le responsable du site à 18h pour une fin de travaux à 16h.

Observation : L'exploitant pourra améliorer son permis feu en ajoutant une case dédiée à la ronde de sécurité à réaliser 2 heures après la fin des travaux.

Concernant le relevé de température transmis, l'inspection note que celui-ci a été mis en place, en continu, du 17/01/25 au 27/01/2025. Or, sur le suivi de vie de l'andain, la fermentation extérieure s'est arrêtée le 06/02/25 avec un retournement le 7/02/25 et le début de la 2ème phase de fermentation sous bâtiment le 08/02/2025. **Le relevé de température donné est donc incomplet.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 1 mois le relevé de température complet de l'andain A008/25, sur la période de la 1ère fermentation en extérieur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Auto-surveillance des émissions olfactives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2019, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, odeurs

Prescription contrôlée :

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 2 ans, l'exploitant est tenu de réaliser une campagne de mesure des débits d'odeurs conformément aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 précité. Dès réception, les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Ces résultats doivent être commentés et interprétés par l'exploitant.

À tout moment, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de dispersion (étude odeur) du 03/05/2024 réalisé par Odournet. Le rapport conclut qu'au niveau des riverains proches, les concentrations d'odeur sont inférieures à la valeur de référence de 5uoE/m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, formation
Prescription contrôlée : Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 avril 2014 sont complétées par les dispositions du présent article. Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant doit s'assurer que les opérateurs intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent des formations régulières spécifiques liées à la gestion des phénomènes d'auto-échauffement et des feux couvrants dans les installations de compostage de déchets.
Constats : L'exploitant a indiqué que les agents travaillent en binôme. Le site emploie 4 personnes en sous-traitance. La dernière formation (« Causerie ») sécurité a été réalisée le 03/10/2023 ; le sujet était la gestion des incendies sur les plateformes de compostage. Le recyclage de cette « causerie » est fait tous les 3 ans par VEOLIA pour les salariés en poste et à l'arrivée d'un nouveau salarié lors de son accueil avec la causerie sur les règles de sécurité. Deux exercices incendie ont été réalisés les 02/04/2025 et 09/05/2025. Les comptes-rendus ont été transmis par courriel du 14/05/2025 et montrent que les agents ont appliqué correctement les consignes (pas de pistes d'amélioration proposée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2014, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets et quantité
Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Nature des déchets	Code des déchets	Quantité annuelle
Déchets en mélange : - verre - ordures ménagères - papiers, cartons - toner, cartouche	20 01 02 20 01 20 01 01 08 03 17* et 08 03 18	10 T
Pneus usagés	16 01 03	---
Aérosols	15 04 10*	---
Absorbeurs de sol minéral	15 02 02*	---
Chiffons souillés	15 02 02*	---
Bidons d'huile ou cartouches de graisses	15 01 10*	4 bidons
Filtres à huile et gasoil	16 01 07*	---
Boues fosse toutes eaux	20 03 40	3 m3
Déchets espaces verts	20 02 01	---

Boues du bassin	19 08 99	---
Déchets débourbeur	19 08 01	20 m3
Déchets du dessableur	19 08 02	10 m3
Boues du séparateur hydrocarbures	13 05 02*	10 m3
Déchets de matières plastiques	19 05 99	20 tonnes
Refus	19 05 99	---

En cas de défaillance d'une filière d'élimination, une autre filière de niveau équivalent doit être utilisée.

Constats :

L'exploitant a présenté les factures et bordereaux de suivi de déchets de l'année de 2024.
Les documents font apparaître l'évacuation et le traitement de :

- 9,26 tonnes de DIB (14/08/2024) sur le site de VRV HDF Le Touquet
- 15,28 tonnes de DIB (août 2024) sur le site de VRV HDF Le Touquet

- *absorbeurs du sol minéral* - code des déchets : 15 02 02*
0,136 tonnes (0,079 T + 0,057 T) sur le site SOTRENOR (19/12/2024)

- *boues du séparateur hydrocarbures* - code des déchets : 13 05 07*
0,5 tonne pris en charge par le Camion Blanc (10/10/2024).

Il est à noter que l'exploitant est autorisé à 10 tonnes de déchets en mélange et 20 tonnes de déchets de matières plastiques, ce qui correspond aux 24,54 tonnes de DIB évacués.

Enfin, l'exploitant a indiqué réaliser depuis peu, du déplastiquage dans les déchets verts et avoir collecté 15,28 tonnes.

Observation : L'exploitant transmettra le document relatif au traitement des déchets plastiques collectés lors de l'opération vers une filière apte à les traiter, sous 1 mois. Il pourra utilement solliciter la mise à jour de cette prescription, notamment en lien avec cette nouvelle activité de déplastiquage.

Type de suites proposées : Sans suite